

Emploi, rémunération et heures de travail, et postes vacants, novembre 2023

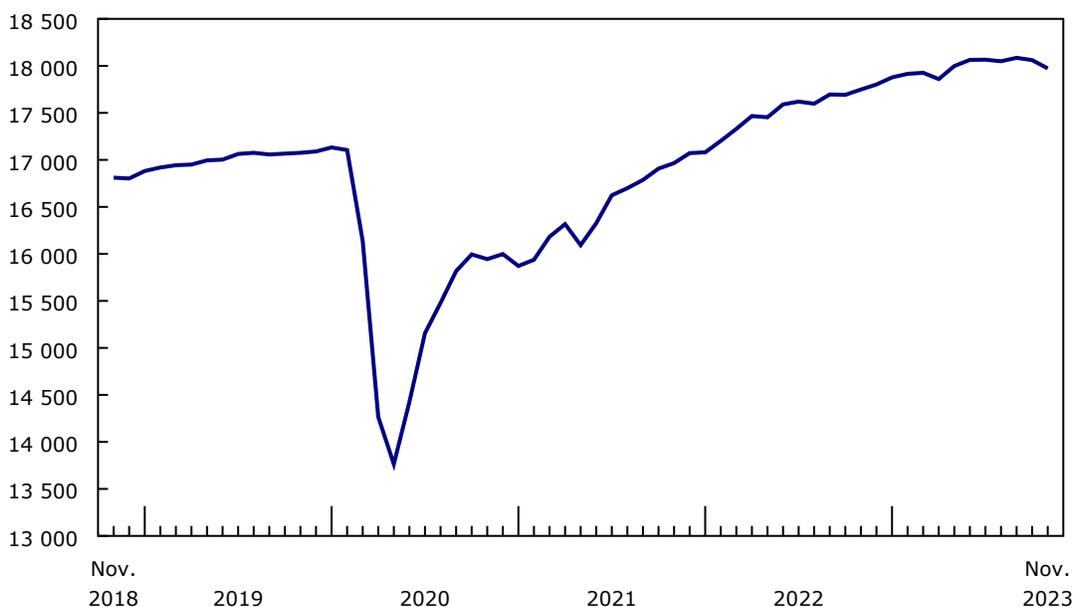
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 25 janvier 2024

Le nombre d'employés recevant une rémunération et des avantages sociaux de leur employeur, mesurés en tant qu'« emploi salarié » dans le cadre de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, a diminué de 88 300 (-0,5 %) en novembre, après avoir reculé de 24 000 (-0,1 %) en octobre.

La majeure partie de la baisse observée en novembre a été enregistrée dans les écoles primaires et secondaires (-63 000; -7,5 %), en raison des mouvements de grève dans le secteur de l'éducation au Québec. Conformément au concept d'« emploi salarié » de l'enquête, les personnes qui sont en grève pendant toute la semaine de référence de l'enquête sont exclues du décompte des emplois salariés pour le mois. Si on ne tient pas compte de la baisse enregistrée dans cette industrie, la diminution globale de l'emploi salarié à l'échelle nationale s'est établie à 25 300 (-0,1 %) en novembre.

Graphique 1 L'emploi salarié diminue en novembre

emploi salarié (milliers)



Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612), tableau 14-10-0220-01.

En plus du recul observé dans le secteur des services d'enseignement (-62 900; -4,3 %), sept autres secteurs ont enregistré des baisses mensuelles de l'emploi salarié en novembre, y compris le commerce de détail (-7 000; -0,3 %), les services d'hébergement et de restauration (-5 600; -0,4 %) et le commerce de gros (-5 000; -0,6 %). Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par les hausses enregistrées dans les soins de santé et l'assistance sociale (+6 700; +0,3 %) et dans les administrations publiques (+3 900; +0,3 %). Les 10 autres secteurs ont enregistré peu de variation.

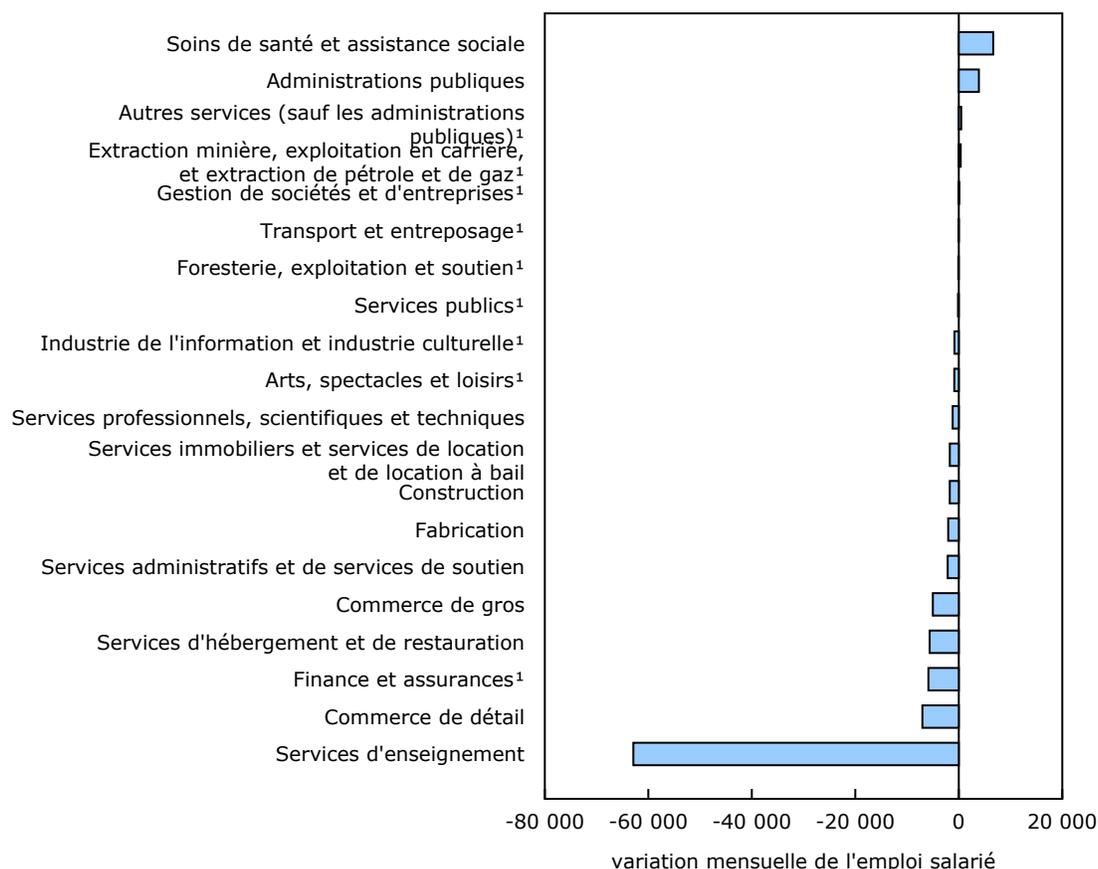
Parallèlement, le nombre total de postes vacants a légèrement augmenté pour se chiffrer à 653 000 en novembre, après avoir peu varié en octobre et avoir affiché cinq reculs mensuels consécutifs de mai à septembre.



Grève du secteur public au Québec en novembre

En novembre, un certain nombre de fédérations syndicales du secteur public du Québec ont entamé une grève, y compris la Fédération autonome de l'enseignement, une fédération de syndicats représentant plus de 66 000 enseignants travaillant dans le secteur de l'éducation au Québec. Conformément aux concepts de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) qui sont énoncés dans le [Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail](#), la définition d'un « employé salarié » exclut les personnes qui sont en grève pendant toute la semaine de référence de l'EERH. La semaine de référence des estimations de l'EERH correspond aux sept derniers jours du mois de référence. Par conséquent, l'industrie des écoles primaires et secondaires a affiché une baisse de l'emploi salarié en novembre. Cette variation devrait être temporaire étant donné que la grève a cessé depuis.

Graphique 2 L'emploi salarié diminue dans les services d'enseignement et dans sept autres secteurs en novembre



1. Les variations de l'emploi salarié ne sont pas statistiquement significatives.

Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612), tableau 14-10-0220-01.

Le commerce de détail enregistre une troisième baisse mensuelle consécutive

En novembre, l'emploi salarié dans le commerce de détail (-7 000; -0,3 %) a diminué pour un troisième mois consécutif, ce qui a porté les pertes cumulatives enregistrées depuis septembre à 12 500 (-0,6 %). Ces baisses ont fait suite aux deux mois de faible variation de juillet et août.

La baisse globale observée en novembre s'est concentrée chez les détaillants d'articles de sport et de passe-temps et d'instruments de musique et de détails divers (-3 100; -1,4 %) et chez les détaillants de marchandises diverses (-2 100; -0,8 %). Des baisses mensuelles ont aussi été enregistrées par les détaillants de vêtements, d'accessoires vestimentaires, de chaussures, de bijouteries, de bagages et de maroquinerie (-1 500; -0,8 %) et les détaillants de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques et ménagers (-1 100; -1,0 %).

Le sous-secteur des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles (+700; +0,3 %) est le seul à avoir enregistré une hausse de l'emploi salarié en novembre. Le nombre d'emplois salariés dans ce sous-secteur suit une tendance à la hausse depuis mai, et les augmentations cumulatives enregistrées au cours de la période totalisent 4 000 (+1,8 %).

L'emploi salarié diminue dans le commerce de gros en novembre

Le nombre d'emplois salariés dans le commerce de gros a reculé de 5 000 (-0,6 %) en novembre. Il s'agit d'une deuxième baisse consécutive et elle porte la perte cumulative enregistrée depuis octobre à 6 300 (-0,8 %). La diminution mensuelle a été principalement attribuable aux grossistes-marchands d'articles personnels et ménagers (-1 500; -1,4 %), aux grossistes-marchands de pétrole, de produits pétroliers, et d'autres hydrocarbures (-1 100; -5,9 %) et aux grossistes-marchands de produits divers (-1 000; -1,1 %).

Le sous-secteur des grossistes-marchands de véhicules automobiles, et de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles (+300; +0,6 %) est le seul à avoir affiché une croissance en novembre.

Le nombre d'emplois salariés continue de reculer dans les services d'hébergement et de restauration

L'emploi salarié dans les services d'hébergement et de restauration a diminué de 5 600 (-0,4 %) en novembre, poursuivant sa tendance à la baisse amorcée après avoir atteint un sommet en juin. De juin à novembre, le nombre d'emplois salariés dans les services d'hébergement et de restauration a reculé de 16 900 (-1,3 %).

Les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint (-7 100; -0,7 %) ont affiché la plus forte baisse en novembre, et celle-ci a été partiellement contrebalancée par la hausse enregistrée dans l'hébergement des voyageurs (+1 400; +0,8 %).

La croissance de l'emploi salarié se poursuit dans les soins de santé et l'assistance sociale

Le nombre d'emplois salariés dans les soins de santé et l'assistance sociale a augmenté de 6 700 (+0,3 %) en novembre, poursuivant la tendance à la hausse observée depuis septembre 2022 et portant l'augmentation cumulative sur 15 mois à 123 500 (+5,6 %).

En novembre 2023, des hausses ont été enregistrées dans 7 des 18 industries du secteur, et les baisses les plus marquées ont été observées dans les services de garderie (+1 700; +0,9 %), les services individuels et familiaux (+1 500; +0,8 %) et les établissements de soins infirmiers (+800; +0,3 %). Les services communautaires d'alimentation et d'hébergement, services d'urgence et autres secours (-300; -1,3 %), les services de réadaptation professionnelle (-200; -0,4 %) et les autres établissements de soins pour bénéficiaires internes (-200; -0,3 %) ont tous affiché un léger recul, tandis que les autres industries ont enregistré peu de variation.

Les administrations publiques enregistrent une cinquième hausse mensuelle consécutive

En novembre, l'emploi salarié dans les administrations publiques a progressé de 3 900 (+0,3 %), ce qui a poursuivi la tendance à la hausse amorcée en juillet et a porté l'augmentation totale observée au cours de cette période à 28 900 (+2,3 %).

En novembre, la plus forte hausse mensuelle a été enregistrée dans les administrations publiques provinciales et territoriales (+2 400; +0,7 %), venait ensuite l'administration publique fédérale (+2 100; +0,6 %). Les administrations publiques autochtones (-600; -0,9 %) ont affiché une baisse mensuelle en novembre, mais elles ont enregistré une hausse de 4 300 (+6,5 %) par rapport à un an plus tôt.

La rémunération hebdomadaire moyenne progresse en novembre

D'un mois à l'autre, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 0,6 % pour atteindre 1 228 \$ en novembre, après avoir peu varié en octobre et en septembre. Le secteur de la finance et des assurances (+4,2 % pour atteindre 1 657 \$) a enregistré la plus forte croissance d'un mois à l'autre en novembre, venait ensuite celui des arts, des spectacles et des loisirs (+3,4 % pour atteindre 743 \$).

Par rapport à un an plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 4,1 % en novembre, après avoir augmenté de 3,9 % en octobre. En général, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne peut s'expliquer par divers facteurs, y compris les variations des salaires, de la composition de l'emploi et des heures travaillées.

En novembre, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a peu varié par rapport au mois précédent, mais il était en hausse de 0,6 % d'une année à l'autre pour atteindre 33,5 heures.

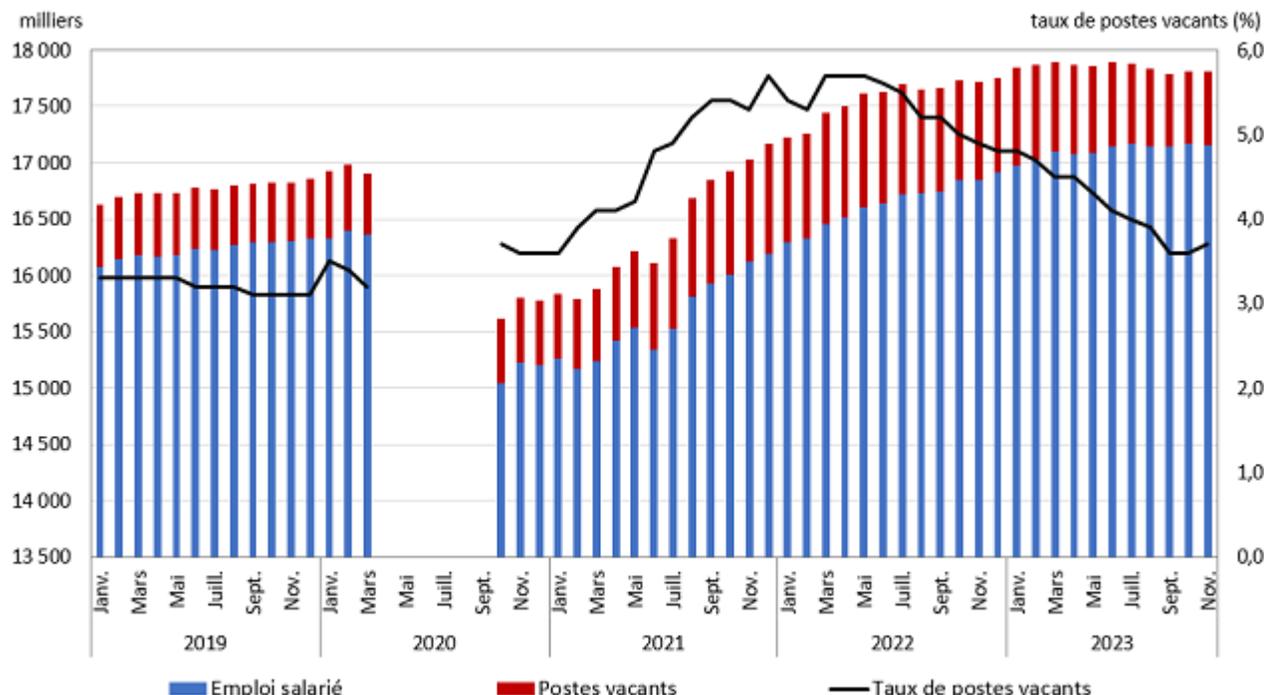
Le nombre de postes vacants augmente légèrement en novembre

Le nombre total de postes vacants a augmenté légèrement pour atteindre 653 000 en novembre, après avoir peu varié en octobre et avoir diminué pendant cinq mois consécutifs de mai à septembre. Le nombre de postes vacants observé en novembre était en baisse de 211 100 (-24,4 %) par rapport à janvier 2023 et en baisse de 350 200 (-34,9 %) par rapport au sommet atteint en mai 2022.

La demande de main-d'œuvre totale — qui correspond à la somme des postes occupés et des postes vacants — a peu varié par rapport à octobre pour s'établir à 17 811 600 en novembre 2023, mais elle était en baisse de 0,2 % (-29 000) par rapport à janvier 2023.

Le taux de postes vacants — qui correspond au nombre de postes vacants exprimé en proportion de la demande de main-d'œuvre totale — a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 3,7 % en novembre. Il s'agit de la première hausse enregistrée depuis janvier 2023, mais d'une baisse par rapport au taux de 4,8 % observé au cours de ce même mois.

Infographie 1 – Le taux de postes vacants augmente après avoir enregistré des baisses consécutives depuis avril 2023



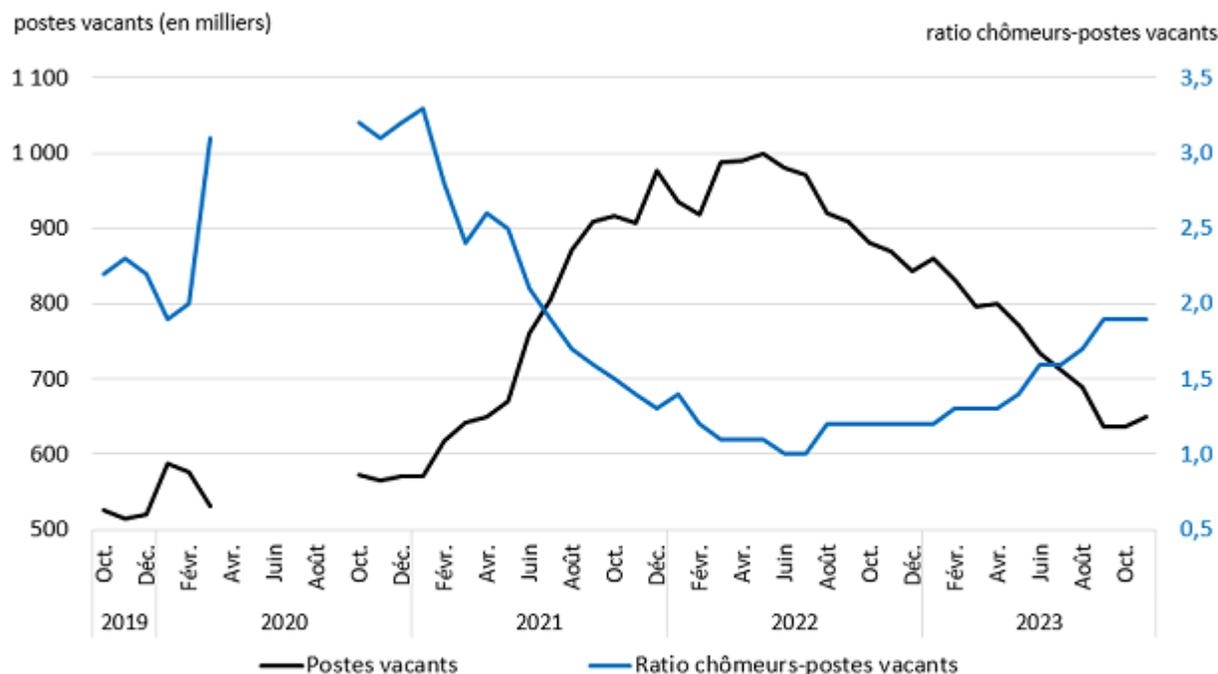
Note(s) : La collecte des données de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires a été suspendue d'avril 2020 à septembre 2020. Par conséquent, les données pour ces périodes de référence ne sont pas disponibles. Les données sont désaisonnalisées.

Source(s) : Enquête sur les postes vacants et les salaires (5217), tableau 14-10-0406-01.

En novembre, le nombre de postes vacants a augmenté dans les services d'hébergement et de restauration (+9 300; +12,6 %), dans le commerce de détail (+7 500; +12,2 %), dans la fabrication (+2 800; +7,1 %) ainsi que dans la gestion de sociétés et d'entreprises (+800; +32,9 %). Parallèlement, le nombre de postes vacants a diminué dans les administrations publiques (-2 700; -16,9 %) et il a peu varié dans les 13 autres secteurs.

Il y avait 1,9 chômeur pour chaque poste vacant en novembre, et il s'agit d'une proportion stable par rapport à septembre et octobre. En novembre, le ratio chômeurs-postes vacants était en hausse par rapport à celui de 1,2 observé en janvier 2023, et l'augmentation a été principalement attribuable à une baisse du nombre de postes vacants (-211 100; -24,4 %) et à une augmentation du nombre de chômeurs (+194 400; +18,6 %).

Infographie 2 – Le ratio chômeurs-postes vacants reste stable pour un troisième mois consécutif



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées. Le nombre total de postes vacants est égal à la somme des postes vacants dans les provinces (les territoires sont exclus) pour assurer la cohérence avec la couverture géographique de l'Enquête sur la population active.
Source(s) : Enquête sur les postes vacants et les salaires (5217), tableau 14-10-0432-01; Enquête sur la population active (3701), tableau 14-10-0287-01.

Le nombre de postes vacants augmente dans les services d'hébergement et de restauration

En novembre, le nombre de postes vacants dans les services d'hébergement et de restauration a progressé de 9 300 (+12,6 %) pour atteindre 82 800. Malgré l'augmentation mensuelle, le nombre de postes vacants dans le secteur a diminué de 38 400 (-31,7 %) par rapport à novembre 2022, ce qui représente la plus forte baisse d'une année à l'autre parmi tous les secteurs.

Le taux de postes vacants dans le secteur s'est établi à 6,0 % en novembre 2023, en hausse par rapport à 5,4 % en octobre, mais en baisse par rapport à 8,8 % un an plus tôt.

Le nombre de postes vacants affiche une hausse dans le commerce de détail et dans la fabrication

Le nombre de postes vacants dans le commerce de détail a augmenté de 7 500 (+12,2 %) en novembre, ce qui a contrebalancé en grande partie la baisse nette enregistrée d'août à octobre (-8 200; -11,7 %). Le taux de postes vacants a progressé de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 3,3 % en novembre, mais il est demeuré en baisse par rapport au taux de 4,6 % observé en janvier 2023.

Dans le secteur de la fabrication, le nombre de postes vacants a progressé de 2 800 (+7,1 %) pour atteindre 41 800 en novembre, après avoir diminué en octobre (-7 100; -15,4 %) et avoir peu varié en septembre.

Le taux de postes vacants dans la fabrication s'est établi à 2,6 % en novembre, en hausse par rapport à 2,4 % en octobre, mais en baisse par rapport à 2,9 % en août et en septembre.

Le nombre de postes vacants reste stable dans les soins de santé et l'assistance sociale pour un troisième mois consécutif

Le nombre de postes vacants dans les soins de santé et l'assistance sociale a peu varié pour un troisième mois consécutif en novembre (127 100), mais il était en baisse de 24 500 (-16,2 %) par rapport à avril, lorsque le nombre de postes vacants (151 600) s'est situé près du niveau record atteint en juillet 2022 (152 800).

Par rapport à un an plus tôt, la demande de main-d'œuvre totale était en hausse de 3,7 % en novembre 2023, l'emploi salarié ayant augmenté de 4,4 % et le nombre de postes vacants ayant diminué de 7,3 % (-10 000) au cours de cette période.

Le nombre de postes vacants augmente en Ontario

En Ontario, le nombre de postes vacants a augmenté de 21 200 (+9,8 %) pour atteindre 237 100 en novembre, après avoir connu une faible variation en octobre et une diminution en septembre (-21 700; -8,8 %). Le nombre de postes vacants a peu varié dans les autres provinces.

En novembre, le taux de postes vacants était le plus élevé en Colombie-Britannique (4,2 %) et il était le plus faible à l'Île-du-Prince-Édouard (2,5 %).

Objectifs liés au développement durable

Le 1er janvier 2016, des pays du monde entier ont officiellement commencé à mettre en œuvre le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), le plan d'action des Nations Unies axé sur la transformation qui vise à relever des défis mondiaux urgents au cours des 15 années suivantes. Ce plan repose sur 17 objectifs précis liés au développement durable.

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail est un exemple de la manière dont Statistique Canada appuie le suivi des progrès concernant les objectifs mondiaux liés au développement durable. Ce communiqué servira à mesurer les objectifs suivants :



Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Accédez rapidement aux données du bout des doigts en téléchargeant l'[application StatsCAN](#), accessible gratuitement à partir des boutiques d'applications [App Store](#) et [Google Play](#).

Note aux lecteurs

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail

Le principal objectif de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, de l'emploi et des heures travaillées, selon des catégories d'industrie détaillées, à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

L'emploi salarié, tel qu'il est mesuré au moyen de l'EERH, désigne le nombre d'employés recevant une rémunération et des avantages sociaux (revenu de travail) au cours d'un mois donné. Cette enquête ne vise pas les travailleurs autonomes de même que les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en société et des bureaux voués à l'exercice d'une profession libérale ainsi que les employés du secteur agricole.

Les estimations de l'EERH sont produites en intégrant les données de trois sources : un recensement d'environ 1 million de retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada; l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, qui permet de recueillir des données auprès d'un échantillon de 15 000 établissements; et les dossiers administratifs d'emploi dans les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales fournis par ces ordres de gouvernement.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. La présente analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Lors de chaque diffusion des données de l'EERH, les données du mois précédent sont révisées. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont le principal objectif est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle concernant le taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

En raison de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances dont rendent compte les données sont semblables. Pour mieux comprendre les différences conceptuelles entre les estimations de l'emploi provenant de l'EPA et celles provenant de l'EERH, veuillez consulter la section 8 du Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G).

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons, car les effets des variations saisonnières sont supprimés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'emploi salarié non agricole portent sur l'ensemble des salariés rémunérés à l'heure et des employés à salaire fixe, ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

À moins d'indication contraire, les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération tiennent compte des heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

Enquête sur les postes vacants et les salaires

L'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) est une enquête trimestrielle. L'échantillon trimestriel des emplacements commerciaux est réparti sur les trois mois de collecte du trimestre, approximativement équilibré par province et par secteur d'activité pendant chacun des trois mois. Cela permet la production d'estimations trimestrielles et mensuelles.

Les estimations mensuelles provisoires sont produites pour les postes vacants, les taux de postes vacants et l'emploi salarié au moyen des réponses obtenues auprès des emplacements commerciaux échantillonnés pendant le mois de référence correspondant. La période de référence de l'EPVS est le premier jour du mois respectif.

Les estimations mensuelles provisoires sont révisées et finalisées lorsque les estimations trimestrielles correspondantes sont diffusées, ou peu après. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons, car les effets des variations saisonnières sont supprimés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page Données désaisonnalisées — Foire aux questions.

Bien que l'emploi mesuré dans le cadre de l'EPVS soit étalonné en fonction de l'emploi mesuré au moyen de l'EERH, les chiffres de l'emploi salarié tirés de l'EERH et les chiffres de l'emploi mensuels provisoires tirés de l'EPVS peuvent différer en raison des regroupements utilisés pour l'étalonnage et des différences sur le plan de la portée et des périodes de référence.

L'EPVS permet également de fournir des données trimestrielles exhaustives sur les postes vacants selon le secteur d'activité et les professions détaillées pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions économiques; sur le salaire horaire offert; et sur les caractéristiques des postes vacants. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation des données de l'EPVS dans le Guide de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (75-514-G).

Tableaux de données en temps réel

Les tableaux 14-10-0357-01 et 14-10-0358-01 sont désormais archivés.

Les tableaux de données en temps réel 14-10-0331-01 et 14-10-0332-01 seront mis à jour le 12 février 2024.

Prochaine diffusion

Les données de décembre de l'EERH et de l'EPVS seront diffusées le 28 février 2024.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

| | Novembre 2022 | Octobre 2023 ^r | Novembre 2023 ^p | Octobre à novembre 2023 | Novembre 2022 à novembre 2023 | Octobre à novembre 2023 | Novembre 2022 à novembre 2023 |
|--|------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------|-------------------------------|
| | dollars courants | | | variation en dollars courants | | variation en % | |
| Ensemble des secteurs¹ | 1 179,75 | 1 221,19 | 1 228,07 | 6,88 | 48,32 | 0,6 | 4,1 |
| Foresterie, exploitation et soutien | 1 356,58 | 1 425,15 | 1 436,66 | 11,51 | 80,08 | 0,8 | 5,9 |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 2 330,10 | 2 318,28 | 2 340,62 | 22,34 | 10,52 | 1,0 | 0,5 |
| Services publics | 2 123,03 | 2 081,44 | 2 130,12 | 48,68 | 7,09 | 2,3 | 0,3 |
| Construction | 1 469,92 | 1 523,22 | 1 501,52 | -21,70 | 31,60 | -1,4 | 2,1 |
| Fabrication | 1 261,26 | 1 297,39 | 1 302,66 | 5,27 | 41,40 | 0,4 | 3,3 |
| Commerce de gros | 1 409,02 | 1 442,35 | 1 431,42 | -10,93 | 22,40 | -0,8 | 1,6 |
| Commerce de détail | 697,76 | 710,07 | 716,22 | 6,15 | 18,46 | 0,9 | 2,6 |
| Transport et entreposage | 1 249,00 | 1 262,63 | 1 258,59 | -4,04 | 9,59 | -0,3 | 0,8 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 1 564,99 | 1 691,70 | 1 736,86 | 45,16 | 171,87 | 2,7 | 11,0 |
| Finance et assurances | 1 548,02 | 1 589,91 | 1 657,14 | 67,23 | 109,12 | 4,2 | 7,0 |
| Services immobiliers, de location et de location à bail | 1 298,76 | 1 208,41 | 1 188,87 | -19,54 | -109,89 | -1,6 | -8,5 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1 638,28 | 1 733,76 | 1 752,32 | 18,56 | 114,04 | 1,1 | 7,0 |
| Gestion de sociétés et d'entreprises | 1 568,13 | 1 727,60 | 1 758,00 | 30,40 | 189,87 | 1,8 | 12,1 |
| Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement | 960,82 | 1 033,50 | 1 046,57 | 13,07 | 85,75 | 1,3 | 8,9 |
| Services d'enseignement | 1 170,65 | 1 201,52 | 1 217,36 | 15,84 | 46,71 | 1,3 | 4,0 |
| Soins de santé et assistance sociale | 1 037,31 | 1 102,81 | 1 098,80 | -4,01 | 61,49 | -0,4 | 5,9 |
| Arts, spectacles et loisirs | 707,88 | 718,09 | 742,57 | 24,48 | 34,69 | 3,4 | 4,9 |
| Services d'hébergement et de restauration | 468,16 | 489,89 | 492,10 | 2,21 | 23,94 | 0,5 | 5,1 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 995,75 | 1 055,09 | 1 048,34 | -6,75 | 52,59 | -0,6 | 5,3 |
| Administrations publiques | 1 525,26 | 1 561,36 | 1 569,83 | 8,47 | 44,57 | 0,5 | 2,9 |
| Provinces et territoires | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1 180,51 | 1 218,82 | 1 219,70 | 0,88 | 39,19 | 0,1 | 3,3 |
| Île-du-Prince-Édouard | 990,91 | 1 033,68 | 1 027,14 | -6,54 | 36,23 | -0,6 | 3,7 |
| Nouvelle-Écosse | 1 032,20 | 1 088,24 | 1 095,82 | 7,58 | 63,62 | 0,7 | 6,2 |
| Nouveau-Brunswick | 1 076,96 | 1 110,58 | 1 115,62 | 5,04 | 38,66 | 0,5 | 3,6 |
| Québec | 1 122,52 | 1 176,15 | 1 186,22 | 10,07 | 63,70 | 0,9 | 5,7 |
| Ontario | 1 203,33 | 1 245,56 | 1 246,38 | 0,82 | 43,05 | 0,1 | 3,6 |
| Manitoba | 1 076,98 | 1 121,83 | 1 134,91 | 13,08 | 57,93 | 1,2 | 5,4 |
| Saskatchewan | 1 149,76 | 1 167,23 | 1 171,04 | 3,81 | 21,28 | 0,3 | 1,9 |
| Alberta | 1 277,54 | 1 293,36 | 1 301,03 | 7,67 | 23,49 | 0,6 | 1,8 |
| Colombie-Britannique | 1 176,97 | 1 232,72 | 1 237,50 | 4,78 | 60,53 | 0,4 | 5,1 |
| Yukon | 1 351,57 | 1 396,73 | 1 400,55 | 3,82 | 48,98 | 0,3 | 3,6 |
| Territoires du Nord-Ouest | 1 577,49 | 1 593,54 | 1 568,92 | -24,62 | -8,57 | -1,5 | -0,5 |
| Nunavut | 1 591,19 | 1 627,97 | 1 647,05 | 19,08 | 55,86 | 1,2 | 3,5 |

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 1.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2022.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau [14-10-0223-01](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

| | Novembre 2022 | Octobre 2023 ^r | Novembre 2023 ^p | Octobre à novembre 2023 | Novembre 2022 à novembre 2023 | Octobre à novembre 2023 | Novembre 2022 à novembre 2023 |
|--|------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------------|--|
| | milliers | | | variation en milliers | | variation en % | |
| Ensemble des secteurs¹ | 17 748,4 | 18 061,5 | 17 973,1 | -88,3 | 224,8 | -0,5 | 1,3 |
| Foresterie, exploitation et soutien | 37,6 | 37,1 | 37,0 | -0,1 | -0,5 | -0,3 | -1,4 |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 209,1 | 212,4 | 212,8 | 0,4 | 3,7 | 0,2 | 1,8 |
| Services publics | 129,6 | 134,1 | 133,9 | -0,2 | 4,3 | -0,1 | 3,3 |
| Construction | 1 143,5 | 1 165,9 | 1 164,1 | -1,7 | 20,7 | -0,1 | 1,8 |
| Fabrication | 1 561,8 | 1 562,9 | 1 560,8 | -2,0 | -1,0 | -0,1 | -0,1 |
| Commerce de gros | 819,3 | 824,2 | 819,2 | -5,0 | -0,1 | -0,6 | -0,0 |
| Commerce de détail | 2 007,3 | 2 016,6 | 2 009,5 | -7,0 | 2,2 | -0,3 | 0,1 |
| Transport et entreposage | 821,3 | 840,3 | 840,3 | -0,0 | 18,9 | -0,0 | 2,3 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 388,7 | 356,3 | 355,5 | -0,8 | -33,2 | -0,2 | -8,5 |
| Finance et assurances | 825,2 | 840,5 | 834,6 | -5,9 | 9,4 | -0,7 | 1,1 |
| Services immobiliers, de location et de location à bail | 289,5 | 291,0 | 289,3 | -1,7 | -0,2 | -0,6 | -0,1 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1 196,2 | 1 219,4 | 1 218,2 | -1,2 | 22,0 | -0,1 | 1,8 |
| Gestion de sociétés et d'entreprises | 122,5 | 120,5 | 120,5 | 0,0 | -2,0 | 0,0 | -1,7 |
| Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement | 837,3 | 833,4 | 831,3 | -2,1 | -6,0 | -0,3 | -0,7 |
| Services d'enseignement | 1 406,8 | 1 451,7 | 1 388,8 | -62,9 | -18,0 | -4,3 | -1,3 |
| Soins de santé et assistance sociale | 2 241,6 | 2 331,7 | 2 338,3 | 6,7 | 96,7 | 0,3 | 4,3 |
| Arts, spectacles et loisirs | 299,6 | 313,9 | 313,0 | -0,9 | 13,4 | -0,3 | 4,5 |
| Services d'hébergement et de restauration | 1 279,7 | 1 303,1 | 1 297,5 | -5,6 | 17,8 | -0,4 | 1,4 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 547,0 | 564,8 | 565,3 | 0,5 | 18,3 | 0,1 | 3,3 |
| Administrations publiques | 1 242,7 | 1 293,0 | 1 296,9 | 3,9 | 54,2 | 0,3 | 4,4 |
| Provinces et territoires | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 218,5 | 221,2 | 220,6 | -0,6 | 2,1 | -0,3 | 0,9 |
| Île-du-Prince-Édouard | 75,4 | 77,5 | 77,2 | -0,3 | 1,8 | -0,4 | 2,4 |
| Nouvelle-Écosse | 440,3 | 454,1 | 449,8 | -4,3 | 9,4 | -0,9 | 2,1 |
| Nouveau-Brunswick | 348,9 | 353,4 | 355,4 | 2,0 | 6,5 | 0,6 | 1,9 |
| Québec | 4 016,0 | 4 066,4 | 3 990,7 | -75,7 | -25,3 | -1,9 | -0,6 |
| Ontario | 6 880,0 | 6 996,9 | 6 991,6 | -5,3 | 111,7 | -0,1 | 1,6 |
| Manitoba | 631,4 | 642,4 | 641,6 | -0,8 | 10,2 | -0,1 | 1,6 |
| Saskatchewan | 498,9 | 507,5 | 505,7 | -1,8 | 6,8 | -0,4 | 1,4 |
| Alberta | 2 066,1 | 2 124,6 | 2 123,3 | -1,3 | 57,2 | -0,1 | 2,8 |
| Colombie-Britannique | 2 500,7 | 2 545,9 | 2 545,1 | -0,7 | 44,5 | -0,0 | 1,8 |
| Yukon | 24,2 | 24,4 | 24,4 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,9 |
| Territoires du Nord-Ouest | 27,8 | 26,9 | 27,2 | 0,4 | -0,6 | 1,4 | -2,1 |
| Nunavut | 20,1 | 20,3 | 20,4 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 1,1 |

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 1.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2022.

Source(s) : Tableau 14-10-0223-01.

Tableau 3
Postes vacants et taux de postes vacants, données désaisonnalisées¹

| | Novembre 2023 ^P Employés salariés ² | Novembre 2023 ^P Postes vacants | Novembre 2023 ^P Taux de postes vacants |
|--|--|--|--|
| | milliers | | % |
| Ensemble des secteurs³ | 17 158,6 | 653,0 | 3,7 |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse | 239,6 | 9,5 | 3,8 |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 210,7 | 6,7 | 3,1 |
| Services publics | 135,1 | 2,9 | 2,1 |
| Construction | 1 167,4 | 58,6 | 4,8 |
| Fabrication | 1 557,2 | 41,8 | 2,6 |
| Commerce de gros | 823,5 | 24,2 | 2,9 |
| Commerce de détail | 2 021,2 | 69,0 | 3,3 |
| Transport et entreposage | 839,9 | 36,9 | 4,2 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | F | F | F |
| Finance et assurances | F | F | F |
| Services immobiliers, de location et de location à bail | 290,9 | 8,2 | 2,7 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1 218,9 | 41,7 | 3,3 |
| Gestion de sociétés et d'entreprises | 122,6 | 3,2 ^E | 2,5 ^E |
| Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement | 832,0 | 35,8 | 4,1 |
| Services d'enseignement | 1 445,6 | 19,4 | 1,3 |
| Soins de santé et assistance sociale | 2 332,1 | 127,1 | 5,2 |
| Arts, spectacles et loisirs | 314,5 | 9,5 | 2,9 |
| Services d'hébergement et de restauration | 1 290,1 | 82,8 | 6,0 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 564,9 | 29,2 | 4,9 |
| Administrations publiques ⁴ | 560,0 | 13,4 | 2,3 |
| Provinces et territoires | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 198,8 | 6,1 | 3,0 |
| Île-du-Prince-Édouard | 69,9 | 1,8 ^E | 2,5 ^E |
| Nouvelle-Écosse | 459,0 | 13,1 | 2,8 |
| Nouveau-Brunswick | 304,9 | 11,7 | 3,7 |
| Québec | 3 848,2 | 149,5 | 3,7 |
| Ontario | 6 653,9 | 237,1 | 3,4 |
| Manitoba | 608,1 | 23,4 | 3,7 |
| Saskatchewan | 496,6 | 20,1 | 3,9 |
| Alberta | 2 049,2 | 81,6 | 3,8 |
| Colombie-Britannique | 2 413,5 | 105,7 | 4,2 |
| Yukon | 19,2 | 1,0 ^E | 5,0 ^E |
| Territoires du Nord-Ouest | 21,3 | F | F |
| Nunavut | 16,0 | F | F |

^P provisoire

^E à utiliser avec prudence

^F trop peu fiable pour être publié

1. Les estimations sont provisoires jusqu'à ce que les données trimestrielles connexes soient diffusées.

2. Les estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) peuvent différer des estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail en raison du regroupement pour le calage et des différences de couverture et de période de référence. De plus, les données de l'EPVS sont désaisonnalisées.

3. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

4. À l'exclusion des administrations publiques provinciales, territoriales et fédérale; ainsi que des organismes publics internationaux et autres organismes publics extraterritoriaux.

Source(s) : Tableaux [14-10-0406-01](#) et [14-10-0432-01](#).

Tableaux disponibles : [14-10-0201-01](#), [14-10-0203-01](#), [14-10-0205-01](#), [14-10-0209-01](#), [14-10-0211-01](#), [14-10-0213-01](#), [14-10-0220-01](#) à [14-10-0223-01](#) , [14-10-0255-01](#), [14-10-0371-01](#), [14-10-0372-01](#), [14-10-0406-01](#) et [14-10-0432-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2612](#) et [5217](#).

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* ([72-203-G](#)).

Le produit « [La rémunération et l'emploi salarié en bref : appli interactive](#) » (14200001) est maintenant accessible. Cette application interactive de visualisation de données permet de brosser un portrait détaillé du marché du travail canadien à l'aide des données les plus récentes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Les estimations sont désaisonnalisées et sont offertes selon la province et le principal secteur d'activité. L'application comprend également des estimations historiques remontant à 10 ans. Elle permet aux utilisateurs d'explorer et de personnaliser rapidement et aisément l'information présentée. Il est possible de combiner plusieurs provinces et secteurs d'activité afin de créer ses propres domaines d'intérêt associés au marché du travail.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).